

Comment l'État-policier a contribué à la chute du communisme en Pologne

par Gary Marx¹

La police secrète de l'État polonais ne s'est pas contentée d'organiser et de maintenir le pouvoir totalitaire communiste : elle a également travaillé à sa chute, au renforcement de l'opposition, à la transition politique et à l'ouverture économique du pays vers le monde capitaliste. Telle est la thèse provocante qu'à l'issue de longues recherches et dix ans après la chute du communisme, deux sociologues polonais présentent dans un livre à paraître prochainement à Londres².



Comme l'a remarqué un jour Malcolm X, leader des Black Muslims américains, à propos de ce qui s'écrivait sur son mouvement: "Ceux qui savent ne parlent pas, ceux qui parlent ne savent pas". Avec la parution de ce livre sur la "privatisation de l'État policier", la même remarque va pouvoir s'appliquer à tout ce qui aura été écrit jusqu'à présent sur le passage de la Pologne du communisme au libéralisme démocratique. La masse d'événements sociaux, aussi complexes qu'exaltés, qu'a connus la Pologne lors de sa transition, constitue un iceberg partiellement découvert. Le sociologue qui s'attache à démêler cet écheveau doit donc passer outre aux objections des puristes de la méthodologie, aux yeux de qui n'est digne d'étude que ce qui peut être quantifié et couché sous forme de propositions. Il lui faut, tout autant, dépasser le réductionnisme déformant induit par les lubies idéologiques, qu'elles visent à la glorification ou au dénigrement, de même que l'équivalent logique qu'en représentent les théoriciens de la causalité unique.

Voilà qui n'est pas facile, et pourtant il faut s'y atteler! Maria Los et Andrzej Zybortowicz y ont réussi. À force d'intelligence, de recherches minutieuses, d'originalité, d'honnêteté et d'intégrité, ils ont jeté plus qu'un rai de lumière et de clarté sur des zones d'ombre particulièrement épaisses. Le résultat de leurs recherches est incontournable pour quiconque s'intéresse aux mutations récentes qui ont affecté non seulement la Pologne, mais aussi les autres pays ayant accédé de fraîche date à la démocratie.

Des auteurs qui connaissent de près leur sujet

Nos deux auteurs, ayant été placés sur des listes noires, expulsés, internés et ayant participé au mouvement Solidarité, avaient déjà eu auparavant affaire directement avec la police secrète polonaise. Mais cette fois, c'est à eux qu'est revenu le rôle de conduire les interrogatoires de membres de la police secrète. On comprend tout l'intérêt qu'ils ont pu prendre au sujet! Ils n'en ont pas, pour autant, compromis leur objectivité. Elle peut même en avoir été renforcée, leur donnant une idée très pratique de l'importance que peuvent avoir la transparence, la vérité, l'équité et la régularité des procédures, tout en les incitant à faire en sorte que leur statut de victimes ne jette pas le doute sur la valeur de leur travail de recherche.

Docteur en sociologie de l'Université de Varsovie où elle a enseigné jusqu'en 1977, Maria Los est aujourd'hui professeure de criminologie à l'Université d'Ottawa. L'intérêt qu'elle porte de longue date aux phénomènes sociaux occultes s'est manifesté dans la multitude d'études qu'elle a consacrées à l'économie informelle et à la délinquance économique dans les pays communistes. Son statut d'émigrée renforce son don d'observation, et elle retourne fréquemment en Pologne.

Le Pr Andrzej Zybortowicz, quant à lui, dirige l'Institut de sociologie de l'université Copernic de Cracovie, l'une des plus anciennes en Europe, et il est déjà l'auteur d'un ouvrage majeur sur la police

secrète soviétique. Le livre qu'il publie aujourd'hui avec Maria Los marque l'aboutissement de son propre parcours intellectuel et personnel, à travers les deux décennies tumultueuses que vient de connaître la Pologne. Il traduit sa conviction (ou peut-être plutôt, son espérance), tenace – quoique toujours sujette à démenti – que les puissances de l'esprit et la primauté du droit ont le pouvoir d'améliorer l'état de la société. Il a le courage d'aborder des sujets que, dans son pays, universitaires et médias préfèrent généralement ignorer.

"Quelle a été l'incidence réciproque entre d'une part l'appareil policier et celui du parti et de l'autre les mutations qu'a connues la Pologne – passage à la démocratie et au marché, privatisation?" C'est la question à laquelle les deux auteurs ont tenté de répondre. Si la démocratie et la police secrète de type soviétique sont radicalement antinomiques, il n'en va de même ni de l'appareil policier ni du capitalisme national et international. Pour nos auteurs, on ne

saurait comprendre la privatisation de l'État policier sans examiner les multiples machinations mises au point par les divers organes de police et de sécurité.

“

*La conviction
que les puissances de l'esprit
et la primauté du droit
ont le pouvoir d'améliorer
l'état de la société.*

”

Des habits neufs pour de vieilles connaissances

Loin de représenter autant de fragments du passé seulement dignes de la rubrique "choses à ne pas faire" des manuels, certains éléments de l'État policier ne se sont pas contentés de simplement survivre: ils sont toujours bien vivants. Le livre ne se borne pas à examiner le rôle majeur des activités en sous-main de certains agents dans la mise en place et le maintien du régime communiste. Ce qu'il révèle et que l'on savait moins, c'est que cet appareil a également œuvré à saper ce régime.

La transformation de la Pologne n'a pas fait

que traduire l'activité du mouvement social à la base, ou le vide du pouvoir créé par le retrait de l'appui soviétique. Elle a, en fait, mis en jeu toute une série de révolutions négociées en secret au sommet, et qui, tout au moins au début, ont semblé avoir bénéficié de l'appui du KGB.

Des stratégies soigneusement dosées ont permis de s'en prendre à l'opposition mais aussi, ultérieurement, de l'alimenter. Grâce aux bonnes vieilles méthodes de répression, manipulation, infiltration, division, stigmatisation et, finalement, cooptation, le mouvement Solidarnosc et les autres foyers d'opposition ont été structurés et poussés dans le sens le mieux compatible avec les intérêts de l'élite communiste, qui sentait bien que la situation lui échappait. Armé de manière impressionnante de son expérience, de ses ressources et de tout ce qu'il savait, l'énorme appareil de sécurité d'État a joué un rôle central dans l'effondrement du communisme, qui s'est produit pratiquement sans effusion de sang. Mais le fil de l'histoire ne s'interrompt pas là.

Telles les fondations d'un très ancien bâtiment, l'appareil policier d'État est si bien incrusté dans la société civile que la limite entre public et privé, pour être souvent floue, disparaît rarement. Mis à part le remplacement symbolique de quelques figures de premier plan, ►

► qui fourmillent dans la kyrielle d'événements que, par facilité intellectuelle, nous regroupons sous le terme de "chute du communisme". Ils établissent toutefois très clairement que toute compréhension d'ensemble doit accorder une importance particulière aux activités en sous-main de la police. Ils nous offrent une perspective éclairante qui guide notre démarche, ils nous fournissent des concepts opératoires tels que l'État policier post-totalitaire et l'État privatisé, et guident nos efforts d'ordonnancement et d'interprétation des faits.

Éteindre le feu par le feu ?

Cet ouvrage met bien en relief le potentiel qui existe pour des recherches sur le rôle des services secrets dans d'autres transitions vers la démocratie, que ce soit en Espagne, au Portugal, en Afrique du Sud, dans certains pays d'Amérique Latine ou dans les pays de l'Axe après la Seconde Guerre mondiale. Il serait, de même, très intéressant de se pencher sur le rôle des forces armées et de la police secrète dans l'évolution de la Chine. Justice peut-elle être faite, sans déstabiliser la démocratie ? Peut-on éteindre le feu par des moyens autres que le feu ? Les tactiques intrinsèquement risquées et périlleuses de coercition, de manipulation, de surveillance et de mensonge en sous-main, peuvent-elles effectivement être mises au pas par la primauté du droit et les moyens de contrôle officiels ? Ceux qui répriment l'usage du feu doivent-ils invariablement se brûler les ailes ? L'ouvrage nous incite, aussi, à nous demander de quelle manière la fin de la guerre froide a affecté les services de sécurité dans les démocraties bien établies, au moment où elles aussi doivent faire face à l'ère post-industrielle, à la mondialisation et à l'atténuation des lignes de partage traditionnelles entre secteurs public et privé, national et international.

Étant donné la force de persuasion de nos deux auteurs, il n'est pas inutile de se demander, du point de vue de la sociologie de la connaissance, pourquoi leur thèse n'est pas plus répandue. Au-delà des concepts enracinés dans l'esprit du XIX^e siècle, on pourrait répondre à cette question en avançant une autre théorie du complot, cette fois celle du silence et de la cécité sélective. Du point de vue de la légitimité sociale, il vaut mieux oublier, ou ne pas savoir, certaines choses (ce qui va au-delà des formidables pouvoirs d'autoprotection des services de sécurité et de leurs héritiers).

Les sociétés émergentes éprouvent peut-être tout particulièrement le besoin de mythes (sinon de création divine, tout au moins de création anti-communiste en résistance héroïque à l'ancien régime tant exécré). On comprendra que dans cet esprit, on ait du mal à accepter la thèse selon laquelle les anciens *apparatchiks* ont contribué à mettre en place le nouveau régime et ne font peut-être rien d'autre que de porter de nouveaux chapeaux.

Les sociologues se sont rarement penchés sur ce genre de sujet, car il les forcerait à renverser leur démarche habituelle. Celle-ci consiste à partir soit d'un présupposé qui leur plaît, pour chercher ensuite où et comment le corroborer, soit d'une méthode très élaborée, dont ils cherchent ensuite à appliquer les impératifs à une réalité donnée, au moyen d'un échantillon représentatif ou d'un groupe témoin. Ici, au contraire, Maria Los et Andrzej Zybertowicz partent d'un puzzle intellectuel et se demandent quelles en sont les meilleures méthodes d'approche. La rigueur et les méthodes quantitatives ont beau être dignes l'admiration, on ne devrait jamais leur sacrifier des domaines de recherche de toute première importance. Comme cet ouvrage le démontre admirablement, nous devons mettre au point nos méthodes, et non les laisser mettre la main sur nous. Nous devons nous pencher sur ce qui est important, et non sur ce qui cadre le mieux avec les méthodologies traditionnelles. On ne peut que se féliciter de voir la sociologie polonaise dépasser ses préoccupations traditionnelles en matière de théorie et de méthode, pour élargir son champ et y inclure des réalités point toujours très propres. Ce que l'on sacrifie ainsi à la pureté, on le gagne, à coup sûr, en connaissance et en sagesse.